



Solidarité avec
les enfants du monde

**Tout ce que vous voulez savoir
sur les actions de L'Appel
en faveur des enfants :
ils sont 40.000 dans 10 pays !**

Sommaire

- **ÉDITORIAL**.....Page 2
- **Les comptes 2021**Page 3
- **BURKINA FASO**Page 4
- **HAÏTI**.....Page 5
- **MADAGASCAR**.....Page 6
- **PÉROU**Page 7
- **RÉPUBLIQUE DU CONGO**Page 8
- **RWANDA**Page 9
- **EL SALVADOR**.....Page 10
- **TCHAD**Page 11
- **TOGO**Page 12
- **VIET NAM**.....Page 13
- **RETOUR DE MISSION AU RWANDA**.....Page 14
- **BON DE SOUTIEN**Page 15
- **PANORAMA DE NOS ACTIONS**Page 16



« Enfant du Rwanda »
photo ©Alain Vergote



89, avenue de Flandre
75019 Paris
Tél. : 09 84 17 58 21

Site : www.lappel.org
E-mail : association@lappel.org

Directrice de publication
Madeleine Le Moulec-Schabanel

avec la collaboration de
Marie-Hélène Touzalin et Françoise Mekki

Réalisation COPITEXTE
Zone artisanale des Portes de la Forêt
14 Allée du Clos des charmes
77090 COLLÉGIEN

Commission paritaire
N° 0912 H 84899
ISSN 0398 6039

Éditorial



Ce numéro 186 de notre journal rend compte de l'activité de L'Appel en 2021. En effet, l'assemblée générale, qui s'est tenue en juin 2022, a approuvé nos rapports (rapport d'activité et rapport financier). Nos comptes, certifiés par le commissaire aux comptes, ont également été approuvés. C'est donc ce bilan que nous vous proposons dans un souci de transparence : vous nous avez confié vos dons, nous vous sommes redevables de leur bonne utilisation.

Cette année 2021, comme la précédente, a été marquée par la crise sanitaire du COVID. Les contraintes qu'elle a entraînées ont empêché

les porteurs de projets de se rendre sur le terrain.

Mais, comme pour l'année précédente, d'autres modes d'actions et de relations pour travailler avec nos partenaires dans les pays se sont mis en place et le lien avec le terrain ne s'est jamais distendu. Aujourd'hui les missions reprennent, ainsi que les séances de travail pendant lesquelles nous retrouvons une convivialité qui nous a tant manqué.

Toutefois nous ne pouvons plus nous rendre, ni au Niger, ni en Haïti, ni dans des zones du Burkina Faso qui sont classées « rouges » par les services de France Diplomatie pour des raisons d'insécurité. Cette insécurité pourrait s'aggraver et s'étendre à d'autres pays de la région sahélienne ou de ses voisins, ce qui nous oblige à nous poser la question d'intervenir dans d'autres pays ou bien de développer davantage de projets sur un territoire déjà connu.

En 2021 nous avons poursuivi notre travail de réflexion portant sur :

- La redéfinition de ce qu'est le cœur de notre métier : qu'est-ce qu'un projet de développement durable mené à L'Appel, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable établis par l'Organisation des Nations Unies.
- La construction d'une stratégie financière pour améliorer nos ressources et l'équilibre de nos finances, pour développer nos projets, pour répondre aux besoins des populations les plus démunies.
- Le renouvellement de nos ressources bénévoles qui s'engagent dans la lutte contre la pauvreté pour garantir un avenir meilleur et durable à tous.

Ces trois grandes problématiques, qui se traduisent aujourd'hui en actions concrètes, contribuent à bien définir notre projet associatif, en tenant compte des évolutions internationales et à assurer la pérennité de notre association.

Arlette Le Nôtre
Présidente de L'APPEL



DERNIÈRE MINUTE

2021/2022 « Temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation ». Le rapport du PNUD* vient de paraître

Il constate la régression du niveau de vie global au niveau de 2016, du jamais vu depuis la création de ses outils statistiques.

Cela ira-t-il mieux en 2022 ? Sûrement pas ! Guerres, climat, catastrophes écologiques, exodes...
« Nous avons vécu des catastrophes avant, nous avons eu des conflits avant, mais la confluence de ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui est un recul majeur pour le développement de l'humanité », s'inquiète Achim Steiner, l'administrateur du PNUD.

Faut-il baisser les bras ? Sûrement pas ! Ce rapport « nous rappelle que nous, les humains, forts de toute notre complexité, notre diversité, notre créativité, sommes la véritable richesse des nations. » conclut A. Steiner.

« Créativité », « diversité », « richesse humaine », ce sont des mots qui résonnent à L'Appel.

Dans ce numéro, pour chaque pays, nous indiquons les principales statistiques qui rendent compte de l'état des populations. Les sources sont : le PNUD*, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), la Banque Mondiale, en général pour l'année 2020.

Madeleine Le Moulec

*Le Programme des Nations Unies pour le Développement est l'organisme qui collationne les données statistiques des différents pays et établit les indicateurs qui renseignent sur l'évolution du niveau de vie, pensé de manière globale

Ils soutiennent les actions de L'APPEL



L'APPEL, une association qui repose sur le bénévolat.

L'APPEL n'emploie que deux salariées à temps partiel. L'ensemble des actions sont prises en charge par des bénévoles experts depuis la conception avec les partenaires locaux jusqu'aux missions sur place pour le suivi et l'évolution des réalisations. Les fonctions support (secrétariat, comptabilité et communication) sont très largement assurées par des bénévoles.

En 2021, nous avons consacré 3.5 ETP (« Equivalent temps plein ») aux missions -moins fréquentes qu'à l'ordinaire, du fait de l'épidémie- et au suivi des projets et 3.7 ETP à des « fonctions support », soit un total de 7.2 ETP, l'équivalent du travail à temps plein de sept personnes bénévoles.

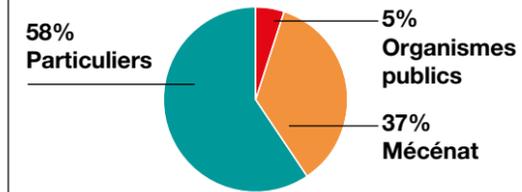
Cet équilibre entre temps salarié et temps bénévole est une des caractéristiques marquantes de L'Appel. Nos donateurs la considèrent comme très importante dans leur motivation.

En toute transparence, 2021 en chiffres

MISSIONS SECURISEES	Exercice 2021	Exercice 2020	PRELEVEMENTS SUR LA REVENUE COMMERCIALE	Exercice 2021	Exercice 2020
Missions en France			Comptes sans contrepartie	4 492	4 492
Missions à l'étranger			Dons, legs et mécénat	358 405	385 367
- Actions réalisées par l'organisme	279 299	302 149	Mécénat		
- Versements à d'autres organismes agissant à l'étranger			Autres produits liés à l'appel à la générosité du public		
UNIONS DE RECHERCHE DE FONDS					
- Frais d'appel à la générosité du public	17 588	17 567			
- Frais de recherche d'autres ressources					
UNION DE RECHERCHE DE FONDS					
TOTAL DES FAISLIS	41 886	40 434			
Dotations aux provisions et dépréciations			Revenir sur provisions et dépréciations		
Report en fonds dédiés de l'exercice	42 613	4 796	Utilisations des fonds dédiés antérieurs		
Fondateur de la générosité du public			Déficit de la générosité du public de l'exercice	7 162	
TOTAL	171 581	391 964	TOTAL REVENUS	365 617	395 863
			Recours reportés en début d'exercice	354 677	39 581
			Excédent ou insuffisance	-7 162	5 086
			TOTAL	357 515	390 949

Les comptes de L'Appel en 2021 ont été approuvés par le commissaire aux comptes et adoptés par l'Assemblée Générale, le 17 juin 2022.

La provenance de nos recettes en 2021



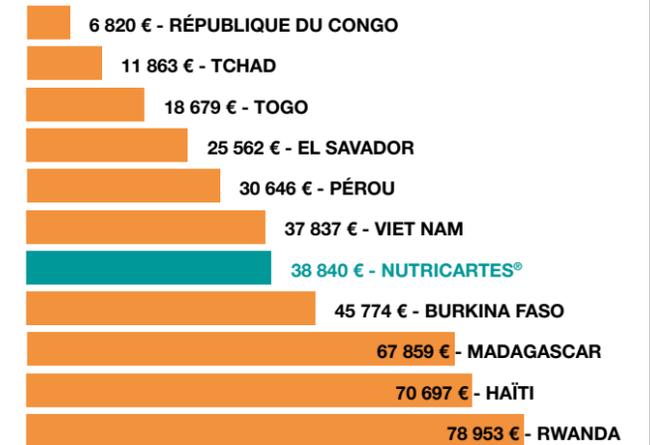
La part relative des mécénats a augmenté (37% contre 30% en 2020). Cependant, en chiffres absolus, la part des dons de particuliers est seulement en léger recul. (363.635 € en 2021 contre 390.064 € en 2020), alors que les conséquences négatives du COVID et des confinements ont été marquées dans le monde associatif.

Bravo à nos fidèles donateurs !

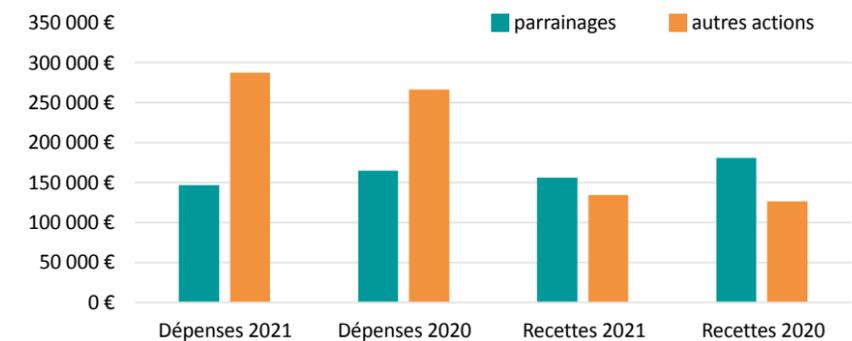
La répartition des dépenses 2021 entre les dix pays d'intervention

Les dépenses varient d'un facteur dix entre le Congo et le Rwanda, ce qui ne traduit pas un moindre intérêt de notre part, mais s'explique par des facteurs conjoncturels (impossibilité des missions ou, au contraire, démarrage d'un programme onéreux), des capacités budgétaires qui peuvent être limitées, en fonction des dons reçus et des types d'action différents (un programme de formation a un coût relatif très inférieur à la construction d'un réseau d'eau).

Les dépenses « Nutricartes » sont de fait ventilées dans plusieurs pays ; leur place dans ce classement montre l'importance qu'elles ont acquise au fil du temps.



Les parrainages en diminution relative



La part relative des parrainages est en diminution ; ceci peut s'expliquer par les dépenses relancées dans d'autres domaines, après le ralentissement de la période du COVID. Mais c'est surtout la diminution des dons pour parrainage qui entraîne la réduction des dépenses dans ce domaine, non que les parrains soient moins généreux mais leur nombre diminue.

Or le parrainage, par sa régularité, est le meilleur appui pour favoriser l'éducation d'un enfant, sa santé et le sortir durablement de la misère.



BURKINA FASO

Où intervenons-nous ?

A Bobo Dioulasso, à Ouagadougou (district de Boulmiglou), Yako (Nord Burkina) et Karma (nord-ouest Burkina)

Dans quel contexte ?

Si les grandes villes sont relativement épargnées par la violence djihadiste, les zones rurales du nord sont sous la menace permanente et les réfugiés sont nombreux. L'agriculture, l'élevage et les petits marchés sont très impactés. La hausse des prix alimentaires est continue.

Le Burkina Faso est classé par l'ONU 182^{ème} sur 189 pays. La population, très pauvre, est confrontée à la mortalité infantile (8,5% des enfants meurent avant 5 ans), à la malnutrition des jeunes enfants ; la scolarité moyenne est très brève, surtout pour les filles qui sont scolarisées... un an et sont mères très jeunes, comme au Tchad voisin, au Congo et à Madagascar.



Le parrainage thérapeutique

s'adresse à des jeunes impactés par le VIH Sida, soit malades, soit orphelins.

L'association AED, notre partenaire à Bobo Dioulasso, veille à leur assurer la prise en charge thérapeutique, l'encadrement, la scolarisation. Nos filleuls sont maintenant de jeunes adultes dont les projets d'avenir ont été souvent bousculés, ralentis. Il est temps pour eux de se préparer à la vie professionnelle. Mais les possibilités de formation sont limitées, et, pour les filles, encore plus restreintes.

Au cours d'entretiens par vidéo – les missions sur place n'étaient pas possibles à cause du COVID- nous avons pu discuter individuellement avec eux et envisager la fin de leur parrainage avec un soutien lors de leur entrée en formation professionnelle.

Soutenir les cantines scolaires : en nous appuyant sur le partenaire que nous avons formé, Dispensaire Trottoir, nous voulons favoriser le bon développement des enfants, à la fois en facilitant l'accès à des ressources alimentaires (potager, poulailler...) et en proposant des menus équilibrés, préparés dans de bonnes conditions d'hygiène.

Mille jours : 2021 était la deuxième année de ce programme qui vise à protéger les femmes enceintes et à bien alimenter les enfants dès le début de leur vie, en les entourant d'attention tout au long de leur développement. Dans la banlieue de Ouagadougou, 685 mères ont suivi ces sessions de formation ; à Yoko, dans le nord, elles étaient 467, encadrées par notre partenaire AIDAS. En septembre 2021, une mission de L'Appel a pu venir renforcer les compétences de 32 animateurs.



Une école dans la zone sahélienne,

à Karma, a bénéficié de fournitures et d'une aide pour la cantine scolaire, indispensable surtout en période de soudure. Nous avons rénové les logements de trois instituteurs et poursuivi l'approvisionnement de la bibliothèque, notamment en annales pour préparer les examens. Le très bon niveau des élèves, soutenus par nos bourses scolaires, a permis à 25 d'entre eux d'entrer au collège ou au lycée.

Malheureusement, en 2022, il a fallu fermer l'école en raison de la proximité menaçante d'attaques

djihadistes. Les enfants, suivis par le directeur et les enseignants, sont hébergés dans d'autres communes et y sont scolarisés. Nous continuons à les soutenir financièrement.

Des bourses scolaires sont attribuées à 13 enfants à Ouagadougou où nous avons pris le relais de l'association Songfu.



Améliorer l'alimentation de enfants et de leurs familles de Karma

grâce à un potager communautaire pourvu de puits et de forages. Nous fournissons des semences, des charrues et nous finançons la formation à des techniques de culture novatrices et durables (compostage, culture en zaï...). L'achat de mille poules pour 80 femmes du Groupement Féminin a été complété par une aide alimentaire d'urgence. Le nouveau verger continue de s'étendre : 350 nouveaux arbres ont été plantés, protégés par des cordons de pierres. La vente des produits agricoles est facilitée par l'achat d'un cyclomoteur qui complète la moto tricycle.



HAÏTI

Où intervenons-nous ?

Nos projets se déroulent principalement sur l'île de La Tortue, au nord de la Grande Terre. Rurale et très peuplée, elle reste à l'écart de la guerre des gangs qui dévaste Port au Prince et sa région. La PMI de Fort Jacques se trouve sur les hauteurs de la capitale, dans un secteur privé des services de base. La région des Cayes, au sud est de Port au Prince, est située sur une des failles sismiques d'Haïti.

Dans quel contexte ?

La pauvreté extrême touche un habitant sur cinq. La malnutrition chronique frappe le quart des enfants de moins de 5 ans, et sa forme aigüe 8% d'entre eux ; 6% des enfants meurent avant 5 ans. La durée moyenne de la scolarité des filles est de 2 points inférieure à celle des garçons (4,3 ans contre 6,6 pour ces derniers).



Mieux nourrir les élèves :

nous avons pu obtenir l'aide alimentaire de l'Ambassade de France en 2019 et 2020 pour les écoles de La Tortue ; désormais le relais est pris pour 60 écoles par le Bureau Nutrition et Développement, appuyé sur le programme international PAM. Nous avons commencé à construire des cuisines dans les écoles et à former les cuisinières à l'hygiène et à l'équilibre nutritionnel.

Appuyer l'action d'une PMI : à Fort Jacques, la pandémie n'a pas permis d'assurer les formations collectives prévues mais la permanence a pu être assurée pour les actions de prévention.

Des secours d'urgence après le séisme des Cayes : à la demande d'un jeune médecin, originaire de La Tortue, nous avons porté secours à 120 familles de Boulmier : médicaments et soins ont ainsi pu leur être apportés.



Un parrainage collectif pour 530 enfants

vivant dans des familles démunies, ils ne pourraient pas être scolarisés sans ces bourses, réparties dans les écoles de La Tortue. A peine 20% des enfants haïtiens accèdent à des écoles nationales, qui, selon la constitution, devraient être gratuites.

Renforcer la formation des maîtres pour assurer un enseignement de qualité : des bourses, couvrant la moitié de leurs frais de scolarité, ont permis à 139 maîtres tortugais des 50 écoles réunies dans l'association ADETOM, d'étudier dans un institut de formation ou des écoles normales récemment ouvertes. Certains de ces maîtres exercent dans des écoles en contrat avec l'Etat, mais nous sommes obligés de prêter leur salaire quand les versements sont attendus depuis 18 mois, ou que leurs dossiers sont « perdus ».

Permettre l'accès aux livres : il n'y avait aucune bibliothèque dans l'île de La Tortue. Nous avons installé une bibliothèque accessible aux élèves et aux maîtres, voire à un public plus large. Des livres pour enfants, du matériel pédagogique ont été acheminés.

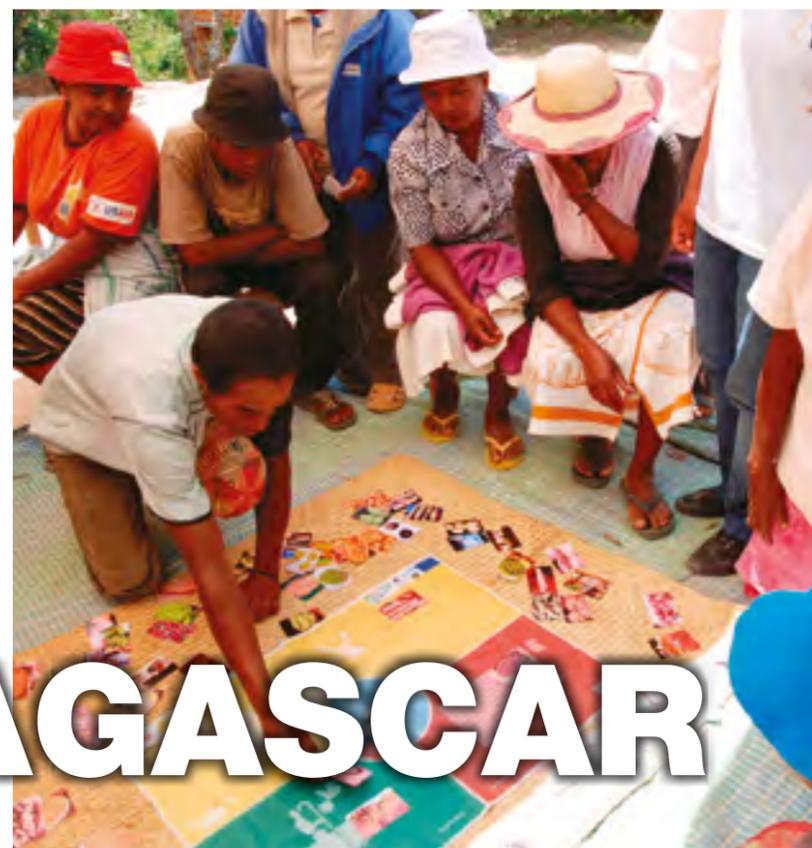
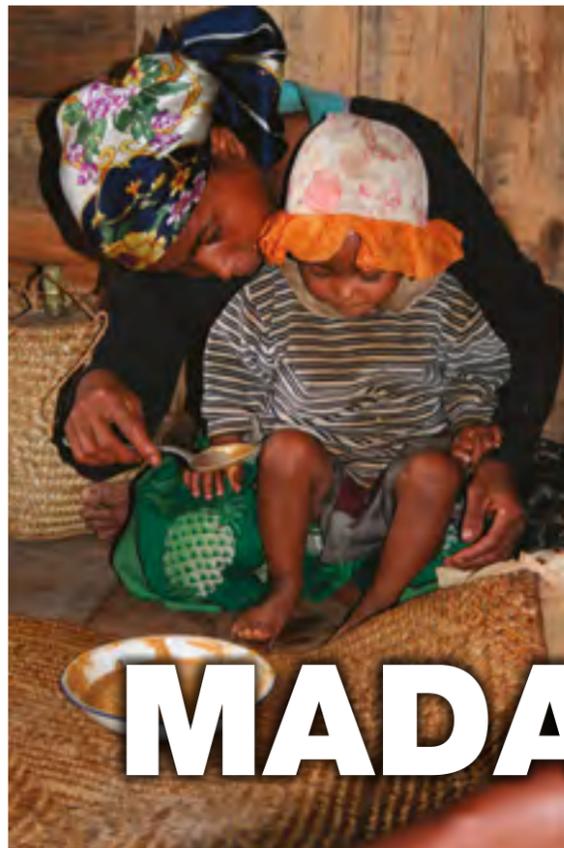
Un coup de pouce pour la scolarité des filles : nous avons pris en charge l'écolage de plusieurs d'entre elles, déscolarisées depuis la pandémie.



Apprendre à nager pour « sauver la vie » :

les habitants de La Tortue ne savent pas nager et redoutent la mer, les naufrages y sont dramatiques. L'appui de la fondation Princesse Charlene de Monaco a permis d'acheter du matériel d'apprentissage et de recruter 70 maîtres-nageurs pour des cycles de 12 séances de natation Deux programmes ont concerné 35 écoles et 1.120 élèves. Au-delà de cet apprentissage, les objectifs sont une meilleure confiance en soi et le changement du regard de la population sur la mer.

Construire des citernes d'eau pluviale : notre programme, mené depuis des années, est toujours aussi populaire ; nous avons déjà construit 1.200 citernes. Un financement a permis d'en construire huit nouvelles et d'en restaurer 28.



MADAGASCAR

Où intervenons-nous ?

Nous intervenons dans la capitale Antananarivo et sa banlieue, à Amptetsapetsa – au nord de la capitale- et à Tsiarimpoky, village isolé où les enfants n'étaient pas scolarisés.

Dans quel contexte ?

La pauvreté extrême touche pratiquement la moitié des habitants, ce qui se répercute sur l'état nutritionnel des jeunes enfants : 41% sont en état de malnutrition chronique, ce qui est le chiffre le plus élevé parmi nos pays d'intervention. La durée moyenne de la scolarité est de 6 ans ; elle est un peu moins élevée chez les garçons que chez les filles, sans doute parce que leur force de travail est exploitée très tôt. Les adolescentes, elles, sont mères très tôt : 11% des 15-18 ans.



Lutter efficacement contre la malnutrition infantile : dans la banlieue d'Antananarivo, notre partenaire Miray gère 12 centres de récupération nutritionnelle ambulatoire (CRENAM). Nous y avons deux programmes.

Le plus ancien prend en charge chaque année 2.400 enfants de moins de 5 ans dénutris et 250 mères allaitantes. Au début des sessions, nous attribuons une petite dose quotidienne de farine enrichie, pour donner une impulsion à la reprise de poids mais l'essentiel est dans l'éducation nutritionnelle avec l'outil Nutricartes®. Les résultats sont excellents. Plus récemment, les Mille Jours, inspirés de la méthode Nutricartes®, sont destinés aux femmes enceintes et à leurs enfants à naître ou nouveau nés dans cette période décisive pour la santé et le développement à venir.

Un partenariat avec l'association Un Enfant par la Main dont les animateurs sont formés par Miray permet à des enfants défavorisés de bénéficier de cantines roboratives. Un effet « en cascade » de nos formations Nutricartes® !

Nous subventionnons une autre cantine, organisée par les religieuses de Mamré, qui nourrit chaque midi une centaine d'enfants d'une banlieue très pauvre d'Antananarivo.

La prise en charge d'enfants handicapés : notre partenaire Fanarenana accueille 200 enfants handicapés moteurs ou intellectuels pour leur offrir bénévolement des services rares à Madagascar : orthophonistes, éducateurs, kinésithérapeutes. En 2021, les plus grands sont aidés à s'insérer dans le monde du travail, tandis que huit plus jeunes, souffrant d'une insuffisance motrice cérébrale, ont été préparés à entrer, de façon inclusive, dans des écoles ordinaires.



Scolariser des enfants : Dans une région très isolée, au sud-ouest de l'île, nous soutenons une école qui progressivement s'agrandit. Elle accueille 105 élèves dont 64 filles, entre 4 et 13 ans. Nous fournissons le matériel scolaire, équipons la nouvelle classe de mobilier ; les murs sont enduits. Deux enseignants sont rémunérés par L'Appel qui assure aussi les aliments de la cantine.



Apporter l'eau à plus de 3.000 personnes : le projet de réseau d'eau à Ampetsapetsa a pris du retard du fait de la pandémie mais il a démarré en 2022. La population pourra se fournir en eau propre à 25 bornes fontaines et une école de 300 enfants sera alimentée.



PÉROU

Où intervenons-nous ?

A Cusco, et Lima, dans un bidonville au nord de la capitale.

Dans quel contexte ?

Le Pérou est marqué par des contrastes sociaux très forts ; il est certes classé par l'ONU 79^{ème} sur 189, il est donc le mieux classé de nos pays d'intervention (pour mémoire, le Tchad est classé 187^{ème}) mais certaines populations sont laissées à l'écart, voire discriminées : enfants des rues, des bidonvilles. L'épidémie de COVID a été la plus grave de la région, la scolarité longuement interrompue. Nos populations bénéficiaires voient leur situation très dégradée.



Favoriser le retour à l'école, fermée deux ans pour cause de pandémie. L'association Mano a Mano, notre partenaire a joué un rôle essentiel pour l'accès aux soins et le lien social pendant le confinement, très strict, dans le plus grand bidonville de Lima. Mais elle a perdu ses revenus et a dû vendre son centre et son restaurant. L'Appel a versé des bourses à vingt jeunes filles pour qu'elles puissent retourner à l'école et a soutenu deux animatrices : elles ont rouvert la bibliothèque pour faciliter l'accès aux documents scolaires. Une trentaine de jeunes ont aussi pu travailler calcul, expression écrite et orale. Cette longue interruption de la scolarité, ajoutée à la perte de ressources pour les familles, voire à des décès dus au Covid, augure d'un important travail social pour ne pas sacrifier toute une génération.

Pour les jeunes en situation de rue à Cusco : le foyer d'accueil de nuit de Qosqo Maki a pu rouvrir et les jeunes retrouvent le chemin de ce lieu protecteur. Livrés à eux-mêmes pendant le confinement, certains sont attirés par un travail très dangereux dans les mines ou l'orpaillage. L'apprentissage en menuiserie et en boulangerie a pour but de les rendre autonomes et de leur éviter l'exploitation.



Une animation culturelle pour tout un quartier : Qosqo Maki assure aussi une bibliothèque-ludothèque, du soutien scolaire. Des volontaires se sont rendus dans les familles pour maintenir le lien avec la scolarité en apportant des documents. De jeunes « journalistes » ont bâti des émissions documentées et synthétiques en direction du quartier. L'Appel a envoyé, en décembre 2021, après 18 mois d'interruption, deux jeunes femmes en Service Civique pour épauler l'équipe de direction dans toutes ses activités. Il faut aussi assurer à Qosqo Maki les revenus qui permettent son action : accueil des touristes, vente des produits de boulangerie, recherche de financements. La Volontaire de Solidarité Internationale de L'Appel, présente depuis trois ans, deviendra coordonnatrice de l'ensemble des pôles d'activités.



Où intervenons-nous ?

A Pointe Noire, quartier Ngoyo.

Dans quel contexte ?

La capitale économique du pays compte plus d'un million d'habitants. Ce grand port, riche en hydrocarbures, a tout pour assurer la prospérité de ses habitants, mais l'injustice sociale atteint des sommets. La population des quartiers pauvres peine à se nourrir.

Le pays est classé par l'ONU 149^{ème} sur 189. La mortalité des enfants avant 5 ans y atteint 4.5 %, soit moitié moins qu'au Tchad ou au Burkina Faso. La durée moyenne de la scolarité est relativement élevée et la parité filles /garçons est presque atteinte (6.1/ 7.5 ans). La malnutrition chronique frappe le ¼ des enfants de moins de 5 ans et la forme aigüe 8%.



Où intervenons-nous ?

Dans la région de Byumba, une zone rurale située au nord de la capitale Kigali.

Dans quel contexte ?

Le quart de la population est en état de pauvreté extrême, ce qui se traduit par un taux de malnutrition chronique des jeunes enfants très élevé (4 enfants sur 10 chez les moins de 5 ans), toutefois la forme aigüe est plus rare (2%). Malgré un système d'éducation bien organisé, la scolarité moyenne n'est que de 4.4 années ; les filles sont défavorisées : leur scolarité moyenne dure un an de moins que celle des garçons.

Une part importante des décès (19 sur 100.000) est liée à la mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement, ce que nous rencontrons aussi au Congo, à Madagascar, au Burkina Faso et au Togo, le Tchad détenant le triste record de 101 décès sur 100.000 pour cette cause.



Conjuguer deux approches, sociale et pédagogique, pour une scolarité plus efficace :

l'école associative Nelson Mandela a bénéficié de 17 bourses d'écologie versées grâce à un parrainage collectif ; l'équipe des enseignants est soutenue par un accompagnement pédagogique. L'école a maintenu le lien scolaire pendant le confinement en fournissant aux élèves des documents pédagogiques.

Apporter un soutien pédagogique à trente enseignants de quatre écoles publiques :

cette action impliquait des missions sur place qui ont dû être interrompues, mais nous avons continué à préparer les sessions qui ont pu reprendre en 2022. Le lien avec le directeur départemental de l'enseignement, les conseillers pédagogiques et les directeurs des écoles a permis de préserver la mobilisation de chacun. Des séances en visio-conférences depuis Lorient vont s'ajouter aux sessions « présentiels » lors des missions sur place. Enseigner dans ces écoles, aux très nombreux élèves, après l'interruption du confinement, est un véritable défi.

Créer des espaces de lecture pour prolonger les apprentissages scolaires :

un projet est à l'étude pour ces quatre écoles. La décision sera prise en 2022 d'installer soit une bibliothèque commune dans un lieu central, soit un lieu dévolu dans chaque école. Les livres seront destinés aux élèves comme aux maîtres qui y trouveront des ressources pédagogiques.



Favoriser l'autonomie financière des femmes :

elles sont seules à élever leurs enfants, avec très peu de moyens. Avec notre association partenaire ASAD, nous montons un dossier de subvention pour leur proposer une coopérative de production de pâte d'arachide, mécanisée, en quantité et qualité. Elles seront également formées à la vente et à la gestion, comme à l'hygiène. Il nous faut trouver le financement de ce projet mais nous sommes confiants. Les effets sur la santé et l'éducation des enfants seront au rendez-vous.



« Les enseignants de quatre écoles publiques du quartier N'Goyo. »



Un parrainage collectif efficace en temps de COVID :

ce parrainage existe depuis 15 ans dans la région de Gicumbi, avec l'appui de notre partenaire L'Appel Rwanda. Il a montré sa solidité, son utilité car aucun des 80 enfants ne s'est trouvé en décrochage scolaire. Les écoles et les internats étaient fermés ; l'argent des parrainages a permis aux enfants d'être nourris et L'Appel Rwanda a assuré leur accompagnement social et éducatif. Ils n'ont pas été malades, ont repris leur scolarité. Seuls six filleuls ont redoublé. En septembre 2021, le parrainage comprend 42 filles, 38 garçons, 3 en école primaire et 77 en secondaire (ce niveau est plus coûteux pour les familles).

Favoriser la scolarité par une bonne alimentation : L'Appel continue son soutien financier à l'association Wikwiheba, qui fournit chaque midi un repas consistant à 60 élèves, dont 20 filleuls.

Un lieu culturel essentiel : la bibliothèque créée par L'Appel a été inaugurée en 2011. En plus d'un fonds de 4.000 titres, elle offre des vidéos, des séances

de contes, six ordinateurs reliés à Internet. On peut y jouer au foot ou faire des recherches, consulter des ouvrages techniques. Six cents jeunes sont inscrits. L'Appel a permis sa réouverture après le confinement en octobre 2021 : pour assurer une bonne prévention, nous avons fait installer des lavabos et quatre anciennes filleules de L'Appel ont veillé au respect des mesures de distanciation sociale.



Un programme de construction et de réhabilitation de maisons :

il s'adresse à des familles très précaires (mères seules avec plusieurs enfants, handicapés, personnes âgées...). Malgré le confinement et comme prévu, six maisons ont été construites et trois réhabilitées. Au total depuis 2006, 179 maisons sont « celles de L'Appel ». Les standards de confort ont bien progressé : les maisons ont quatre pièces, la finition est améliorée du sol au plafond, à l'extérieur comme à l'intérieur ; l'eau de pluie est récupérée, un branchement électrique est prévu.

Apporter de l'eau propre : en décembre 2021 le réseau de Rwagihura a débuté. Douze kilomètres de canalisations, quinze bornes fontaines pour alimenter 6.000 personnes., un collège, une école, un marché. Inauguration prévue lors de l'été 2022. Plus de corvée d'eau pour les femmes et les enfants, une meilleure santé pour tous !



Lire, jouer, se servir d'Internet grandir... grâce à la bibliothèque de Byumba.



EL SALVADOR

Où intervenons-nous ?

A Soyapango, la banlieue populaire la plus peuplée, et violente dans le nord de San Salvador. A Zaragoza, une ville proche de San Salvador et à Zacatecoluca, en zone rurale.

Dans quel contexte ?

Le pays est classé 124^{ème} sur 189, ce qui ne doit pas masquer de profondes inégalités sociales et un climat de grande violence due à des bandes armées. Comme au Pérou, le taux global d'extrême pauvreté peut sembler faible mais il se concentre dans des zones délaissées où nous intervenons : malnutrition des jeunes enfants, grossesses des adolescentes y sont des signaux forts d'alarme, ainsi que l'émigration clandestine et très risquée vers les Etats Unis.



Des parrainages individuels pour 18 élèves :

L'Appel prend en charge l'écolage, le matériel pédagogique, les uniformes scolaires, une aide alimentaire, des frais médicaux. Quatre animateurs effectuent un accompagnement social et éducatif. Le confinement a interrompu l'école qui reprend progressivement depuis février 2022.

Des parrainages collectifs : même en période de confinement les 32 enfants d'une zone rurale (13 garçons et 19 filles, de 7 à 14 ans) ont bénéficié de l'aide des éducateurs de notre partenaire IDES pour se maintenir à flot au niveau scolaire et, souvent, pour recevoir de la nourriture. Cinq filles ont bénéficié d'une bourse spécifique pour reprendre une scolarité qu'elles avaient renoncé à suivre.

Dans la banlieue de San Salvador, c'est une école que nous soutenons : fermée trois mois pendant le confinement, elle en mesure les effets sur le niveau scolaire et la déscolarisation -Les familles, très appauvries, ont besoin du travail des plus grands-. Cinquante enfants, autant de filles que de garçons, y sont scolarisés et ainsi protégés des violences de leur quartier.

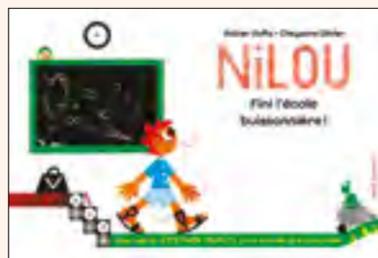


Promouvoir les droits humains :

L'Appel soutient un groupe de jeunes, filles et garçons, qui, même pendant le confinement, ont animé des ateliers, en présentiel ou via la radio communautaire. Leurs thématiques ? Les droits sexuels et reproductifs, les droits des femmes, des enfants, la prévention des

grossesses précoces, le travail sexuel, la communauté LGBT... Ce groupe s'appelle Tu Decides. Pendant le confinement les problèmes se sont exacerbés : féminicides, grossesses adolescentes. L'exemple de ces jeunes a donné envie à leurs mères de former un collectif pour échanger sur les violences qu'elles subissent.

L'Appel vous parle de la pauvreté des enfants... mais savons-nous parler à nos enfants de la pauvreté des autres, ailleurs dans le monde ?



Editions Le Seuil Jeunesse. Septembre 2022.

Esther Duflo, prix Nobel d'économie, a publié cinq petits volumes, illustrés par Cheyenne Olivier. Nilou, Bibir, Afia, Oola, Neso et Najy sont les héros qui sauront faire partager les multiples aspects de la pauvreté des enfants : leur santé, leur éducation, le contexte de leurs vies.

Nous avons un lien particulier avec Esther Duflo : elle est la fille de Violaine Duflo, porteuse de projet au Salvador et nous a honoré de sa participation lors des 50 ans.



TCHAD

Où intervenons-nous ?

Nous agissons à Koumogo et dans les villages voisins, au sud du Tchad, non loin de la frontière avec la Centrafrique ainsi que dans la région du Guera et à Bongor, sur le fleuve Logone, à la frontière avec le Cameroun, à l'ouest du pays.

Dans quel contexte ?

Le Tchad est le pays qui cumule le plus de difficultés parmi nos pays d'intervention. L'espérance de vie à la naissance y est de 64 ans, alors qu'elle est de plus de 70 ans dans la plupart des autres pays. La durée moyenne de la scolarité est très faible : 4 ans pour les garçons et 1.5 an pour les filles ; celles-ci sont mères très tôt : 161/1000 dans la tranche des 15/18 ans. Le taux de mortalité infantile (avant 5 ans) est de 11% et la malnutrition aigüe dans cette tranche d'âge atteint 10%, cumulée avec des difficultés d'accès à une eau propre et à l'extrême pauvreté des parents (66%).



Nutricartes® à Koumogo :

interrompues par le confinement en 2020, les formations ont repris dès 2021, avec une forte demande. Deux cents villageoises des environs ont été formées. Nous avons demandé une petite participation d'environ un euro pour dédommager les formatrices ; c'était nouveau, cela a d'abord surpris puis été bien accepté. Les bénéficiaires ont été satisfaites de la formation et en redemandent pour d'autres femmes de leur village. Les formatrices profitent de leur venue dans ces villages à l'écart pour y dépister les enfants dénutris qu'elles adressent au dispensaire pour un suivi et des bouillies enrichies.

Nutricartes® dans le Guera : une ONG locale, Guera Touristique, nous avait contactés pour se former à cette pédagogie participative. En juillet 2021, un animateur est venu de Mongo, où nous l'avions formé entre 2013 et 2016, et immédiatement après avoir été initiés, l'équipe de Guera Touristique a animé des sessions pour sept groupements féminins. Nous avons rencontré le responsable en juillet 2021 lors d'une visite en France et, début 2022, nous avons effectué une mission de supervision : tout va bien.



Nutricartes® à Bongor :

l'association partenaire Akwada a mené à bien une première série de formations, évaluées favorablement en 2020. En septembre 2021 nous avons construit un nouveau programme qui est mis en œuvre depuis janvier 2022. Nous aidons à l'embauche d'un coordonnateur qui partagera son temps entre les Nutricartes® et le projet « Jeunes dans la ville » - voir ci-dessous.



Diffuser des outils pédagogiques dans le cadre du projet « Jeunes dans la ville » :

en 2021, des réunions de sensibilisation ont pu reprendre pour 1800 adultes et adolescents, mais les animateurs n'étaient plus en nombre suffisant. La demande est forte, à Bongor et alentours et même à N'Djamena. Un nouveau programme, avec une formation d'animateurs supplémentaires est en cours depuis début 2022.

Proposer une formation professionnelle : nous soutenons pour la seconde fois une promotion de 14 jeunes maçons dans le chantier-école initié par notre partenaire Akwada. Dix d'entre eux ont obtenu leur diplôme de fin de formation en novembre 2021. Les possibilités de formation professionnelle de qualité sont rares au Tchad.



Un projet pilote de latrines et d'accès à l'eau :

le centre Culturel de Koumogo est un lieu d'activités très fréquenté par le groupement féminin et pour les formations Nutricartes®, la bibliothèque, les rechargements de téléphone. Il comprend une grande salle de réunion qui peut même être louée. Mais rien n'est proposé pour l'hygiène, ce qui a particulièrement été ressenti pendant la pandémie. Les missions sur place ne sont pas possibles pour le moment, nous avons donc beaucoup échangé sur Internet pour rédiger le projet et obtenir des devis. Nous présenterons le projet finalisé à l'ONG pS-Eau et à d'autres bailleurs.

Des panneaux solaires : ceux du Centre Culturel de Koumogo ont été détruits par une tornade en 2020, ce qui a fortement perturbé les activités. L'Appel a financé deux nouveaux panneaux. La reprise des activités a impliqué une réorganisation du Centre, avec la présence quotidienne d'un animateur que L'Appel rétribue pour le moment, en attendant que les bénéficiaires du Centre lui permettent de prendre son salaire en charge.



Où intervenons-nous ?

A Lomé, la capitale, au sud du pays et à Notsé, dans la région des plateaux à 90 km au nord de la côte.

Dans quel contexte ?

Le quart de la population est en situation d'extrême pauvreté. La durée moyenne de scolarisation est de 5 ans, mais les filles sont très désavantagées et vont à l'école 3 ans de moins que les garçons ; les filles sont mères très tôt (89 pour 1.000, entre 15 et 18 ans). La mortalité liée à la mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement est élevée (42 décès sur 100.000) et est comparable à celle du Burkina Faso. Le quart des enfants de moins de 5 ans est en état de malnutrition chronique et 6% d'entre sont en malnutrition aigüe.



Une école primaire et un internat pour la scolarité des enfants sourds :

l'école Ephphata de Lomé prend en charge toutes les dimensions de leur handicap pour assurer le succès de leur scolarité et une bonne insertion dans la vie sociale. Cela commence par un bilan réalisé à la rentrée avec diverses techniques, en y associant la famille. Les enseignants sont aussi formés aux spécificités pédagogiques de ce public, en liaison avec des enseignants spécialisés en France. Interrompu pendant le confinement cet accompagnement multidimensionnel a repris depuis. Nous avons pu maintenir les formations grâce à un informaticien local, lui-même malentendant et père d'enfants sourds. L'orthophoniste togolaise de l'école complète sa formation de la même manière. Les parents sont très demandeurs de réunions où sont abordés tous les aspects de la surdité de leur enfant et nous les accueillons lors de chaque mission.

Un centre régional de dépistage et de prise en charge précoce de la surdité : cela n'existe pas au Togo et bien des enfants sont diagnostiqués sourds très tardivement et sont donc marginalisés. En 2021, nous avons noué des contacts avec des responsables (santé, éducation) et des personnels de santé (ORL, orthophonistes, très peu nombreux à Lomé). Depuis,

le projet a beaucoup avancé : les locaux, notamment, sont en cours d'acquisition.

Prévenir les maladies en sensibilisant à l'hygiène : en partenariat avec APESMIR, les responsables de sept écoles et de six associations de parents d'élèves de Notsé ont été formés au jeu pédagogique Balai Santé®. La pandémie a empêché les missions en 2020 et 2021 mais nous restons en contact. Des photos et des vidéos montrent le travail accompli. Une bonne nouvelle : l'état togolais a raccordé toutes les écoles de Notsé au réseau d'eau. Une moins bonne : pendant le confinement, les enseignants, qui n'étaient plus payés, ont cherché d'autres activités. Il faudra donc reprendre la formation lors de la prochaine mission.

Rendre plus accessible l'outil Balai Santé® : la version numérique, gratuite et accessible sur tous les supports, a été remise à jour. Elle est disponible en trois langues : français, malgache et créole haïtien et contient une planche pour la prévention du COVID.



Favoriser l'insertion de jeunes sourds dans un collège :

pour les jeunes sourds d'Ephphata qui ont réussi leur scolarité primaire, un nouveau défi se présente. Ils sont scolarisés en inclusion au collège voisin. Ils sont vingt qui ont



« Lomé août 2022 : une scène de rue ordinaire ? Non ! Le bâtiment au second plan va abriter le centre de dépistage de la surdité... Patience ! il arrive ! »

besoin, les après-midis, du soutien de moniteurs qui leur traduisent en langue des signes les cours « ordinaires » du collège. C'est éprouvant pour eux et nous réfléchissons à une meilleure organisation pour qu'ils puissent réussir les épreuves du brevet en fin de collège.



Où intervenons-nous ?

A Ho Chi Minh Ville (ex-Saigon) et dans la province montagneuse de Lam Dong, surtout habitée par des minorités.

Dans quel contexte ?

Beaucoup d'indicateurs sont assez favorables : le Vietnam est classé par l'ONU 117^{ème} sur 189 pays. Moins de 6% de la population est en extrême pauvreté. La mortalité infantile y est faible (2.1%), comme au Pérou et au Salvador ; cependant le quart des jeunes enfants est en état de malnutrition chronique et 6% en malnutrition aigüe. La durée moyenne de la scolarité atteint 10 ans et les filles sont pratiquement à parité avec les garçons. Nos populations bénéficiaires sont dans la frange la plus pauvre, voire marginalisée comme les montagnards.



Réussir sa scolarité malgré la pauvreté :

au Vietnam, la scolarisation est répandue mais demande aux familles des efforts financiers importants (cours payants obligatoires, uniforme, cantine, assurance, travaux divers... sont à leur charge), ce qui peut entraîner des abandons prématurés. L'Appel et ses 48 parrains aident 33 familles à Ho Chi Minh Ville et Lam Dong. Ainsi, par exemple, en 2021, cinq filleuls ont terminé le lycée avec succès et sont entrés à l'université, malgré la pandémie. Quand certains jeunes, à cause de celle-ci, ont dû arrêter leur scolarité, nous avons reporté la bourse sur un frère ou une sœur plus jeune, avec l'assentiment des parrains.

Parrainer des groupes d'enfants : sept jardins d'enfants dans des communautés isolées à Lam Dong reçoivent une aide alimentaire qui permet l'achat de produits frais.

Des bourses pour des étudiants : 2021 a été une année compliquée, avec des cours en distanciel, mais treize de « nos » étudiants boursiers ont pu terminer leur cursus. Six autres vont le terminer en 2022.

Ils étudient diverses spécialités (infirmier, anglais, tourisme, foresterie, électronique...). Nos correspondants locaux ont recruté une nouvelle promotion de 21 étudiants, dont 17 filles et 12 montagnards, dans plusieurs disciplines (littérature, finances, médecine, enseignement, anglais...). Ils pourront compter sur le parrainage pour mener à bien leur cursus.

« Un jardin d'enfants »



Juillet 2022 : enfin de retour à Byumba !



Revoir nos filleuls, tout sourires, pleins de projets !



A travers les collines, le nouveau réseau progresse

Après trois ans d'absence dus à la pandémie, notre équipe a retrouvé avec bonheur nos partenaires Rwandais. Ce fut l'occasion pour notre nouvelle équipe de L'Appel France de faire le point sur toutes les actions menées au Rwanda depuis 2004, de nouer de nouveaux contacts et de voir comment renforcer et rendre encore plus cohérentes nos actions en faveur des enfants les plus défavorisés du district de Gicumbi. Ce ne sont pas les initiatives qui manquent : aide à la scolarité et à l'éducation à travers le parrainage, lutte contre la malnutrition, cantine sociale, construction de maisons pour les familles sans abri, adductions d'eau, réflexion sur l'aide à l'insertion professionnelle pour nos filleuls qui ont obtenu le bac...

Le pays a poursuivi son développement malgré la pandémie. Nous avons pu constater que, grâce à une planification étatique forte, les raccordements à l'électricité et à l'eau avaient bien progressé. Pour autant, la malnutrition infantile reste l'une des plus élevées en Afrique avec 38 % d'enfants de moins de 5 ans mal-nourris. C'est pourquoi nous avons proposé la méthode Nutricartes®, créée par les médecins de L'Appel, qui apprend aux mères à composer des repas équilibrés avec les produits dont elles disposent. Cette formation devrait débuter en 2023. Nous étudions également la création de deux nouvelles cantines sociales

Nos filleuls. Grâce au parrainage collectif, les 80 filleuls et leurs familles ont pu bénéficier d'une aide alimentaire pendant le temps du confinement. Les enfants ont ainsi pu reprendre l'école, en bonne santé, dès la réouverture post-confinement.

Besoin de soutien dans nos projets

Nous sommes à la recherche de nouveaux parrains/marraines pour continuer d'assurer ce soutien éducatif au même nombre d'enfants. Nous avons aussi besoin de moyens financiers pour continuer à construire une douzaine de maisons par an, dont nous veillerons à ce qu'elles soient bâties non loin des réseaux d'eau pour favoriser leur raccordement. Nous recherchons également des financements pour nos cantines sociales.

N'hésitez pas à nous contacter en allant sur le site de L'Appel !

Nous l'avons bien vu sur place : votre investissement se traduit par des progrès significatifs. Cela en vaut vraiment la peine !

Nadine Lalande
L'Appel Isère

Faites un don en ligne en toute sécurité via l'adresse suivante : <https://bit.ly/donner-lappel>

Je soutiens L'Appel

Je donne ponctuellement :

par chèque
ou par CB sur le site sécurisé www.lappel.org

Je choisis le montant : €

J'affecte mon don :

- Je fais confiance à L'Appel pour affecter mon don selon les priorités en cours
- Je décide moi-même de l'affectation de mon don (précisez le pays et l'action visés — cf. site www.lappel.org : « Nos actions »)

Je facilite mon don grâce au prélèvement automatique :

Particulièrement utiles, ces dons assurent une prévision des ressources permettant de renforcer nos actions.

Choisissez le montant, la fréquence et l'affectation du don.

Autorisation de prélèvement automatique :

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever le montant indiqué ci-dessous. En cas de difficulté, je pourrai faire suspendre cet accord par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec L'Appel.



Montant de chaque prélèvement :
10€ 15€ 30€ 45€ AUTRE : €

Le prélèvement commencera au mois de

Les suivants s'échelonneront tous les :
mois 3 mois 6 mois

Date : Signature :

Vos dons sont toujours déductibles à 66% de votre impôt sur le revenu, dans la limite de 20% de votre revenu imposable (C.G.I. Art 200-1.).
un don de 100 € ne vous coûte que 34 € après déduction fiscale.

Je renouvelle mon adhésion OU deviens adhérent :

Par délibération en date du 26 novembre 2021, le Conseil d'Administration propose désormais aux personnes souhaitant adhérer à L'Appel de choisir entre deux montants de cotisation, afin de contribuer à l'amélioration du fonctionnement.

- Je règle (en sus de mon don) une cotisation individuelle annuelle de 30€, pour l'année civile en cours
- Je règle (en sus de mon don) ma cotisation individuelle annuelle de 100€, pour l'année civile en cours

MES COORDONNÉES

M / Mme,
Adresse

Code postal

Ville Pays

Email

Téléphone

Date : Signature :

Par défaut nous vous adressons vers mars-avril, un reçu fiscal annuel. Vous pouvez demander expressément à recevoir un reçu fiscal à chaque don. SOUS RESERVE que vous soyez imposable, ce reçu ouvre droit à une déduction d'impôts de 66% du montant de votre don (C.G.I. Art 200-1.).

Merci de renvoyer ce bulletin rempli, accompagné de votre chèque pour un don ponctuel et votre adhésion, ou de l'autorisation de prélèvement automatique + votre RIB ou IBAN pour un don régulier ou parrainage à :

L'Appel
89 avenue de Flandre
75019 Paris—France

Contact (exclusif pendant toute période de « confinement ») : association@lappel.org
Vos coordonnées nous sont indispensables pour vous adresser le reçu fiscal, et seront conservées dans un délai raisonnable, strictement nécessaire à la réalisation des finalités citées ci-dessous.

Les informations personnelles recueillies sur ce formulaire feront l'objet d'un traitement informatique destiné à vous tenir informé.es des actions de L'Appel et faire appel à votre générosité. Ces données sont destinées à L'Appel et aux tiers mandatés par L'Appel. Vos informations ne seront pas échangées avec d'autres associations caritatives ou sociétés commerciales. Vos données personnelles sont hébergées sur des serveurs informatiques situés en France. Vous pouvez vous opposer à ce traitement en vous adressant à L'Appel — 89 avenue de Flandre, 75019 Paris — à l'attention de Mme Couture. Vous disposez d'un droit d'accès, de suppression, de rectification, de restriction et d'opposition à ces données, conformément à la loi informatique et Libertés et à la réglementation européenne. Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la CNIL.

QU'EST-CE QUE L'APPEL ?

Depuis 1968, L'APPEL agit pour améliorer les conditions de vie des enfants et des adolescents. L'association favorise l'accès à l'éducation de base, permet aux enfants de vivre en bonne santé et leur donne accès à une eau de qualité.

UNE ONG A TAILLE HUMAINE

L'APPEL réalise les projets de développement grâce à cent bénévoles engagés (médecins, enseignants, travailleurs sociaux et para médicaux etc.) qui se rendent régulièrement en mission sur le terrain.

Toutes nos actions sont entreprises après avoir reçu et étudié un « appel » venant de partenaires locaux, en accord avec les organismes officiels du pays.

En 2021, L'Appel a mené 43 projets de développement dans 10 pays et pour 40.000 enfants.

NOTRE ÉTHIQUE D'INTERVENTION

- Une association de solidarité internationale laïque,
- Des actions sur mesure qui répondent à des problèmes précis,
- Un accompagnement de notre partenaire local dans la durée pour l'amener vers l'autonomie.

TROIS DOMAINES D'INTERVENTION



SANTÉ

Les programmes privilégient la santé des enfants, grâce à la pédagogie nutritionnelle (Nutricartes®) et la prévention des maladies par l'hygiène (Balai Santé®). L'accompagnement débute pendant la grossesse et se poursuit à l'école, en appui à diverses structures et acteurs locaux.



ÉDUCATION ET PARRAINAGES

De nombreux programmes soutiennent l'accès à l'éducation, soit au niveau des familles, soit à celui d'écoles ou d'établissements de formation, par des parrainages individuels ou collectifs. Des actions spécifiques visent à accompagner les enfants des rues.



EAU ET AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE

Nos programmes favorisent l'accès à l'eau propre (réalisation d'adductions d'eau, citernes pluviales...) et l'utilisation rationnelle de l'eau (sensibilisation, éducation sanitaire). Nous soutenons des activités de développement rural ou des activités génératrices de revenus pour donner aux familles l'opportunité de s'autonomiser.

PAYS D'INTERVENTION DE L'APPEL



BURKINA FASO EL SALVADOR HAITI MADAGASCAR NÉERLANDS RÉPUBLIQUE DU CONGO RWANDA THAÏ TOGO VIETNAM

L'Appel Association de solidarité internationale

89 avenue de Flandre, 75019 PARIS, FRANCE – Tél. : 09 84 17 58 21 – email association@lappel.org

www.lappel.org